Pour nos revendications, pour l'abandon du projet de budget Macron-Lecornu de 54 milliards de coupes !

Le 5 novembre, par la grève et les manifestations, 1 600 000 lycéens, étudiants, enseignants, fonctionnaires, salarié.es du public et du privé, retraités ont affirmé **leur exigence que toutes les revendications soient satisfaites et l'abandon du projet de budget de 54 milliards de coupes budgétaires, qui s'oppose frontalement aux revendications.**

Depuis des semaines, les lycéen.nes, rejoints par les étudiant.es, se mobilisent pour exiger que leurs revendications légitimes soient satisfaites : l'allègement des effectifs des classes, le remplacement des enseignant.es absent.es, le recrutement de tous les personnels indispensables, la rénovation des locaux vétustes, l'abandon de Parcoursup…

Le gouvernement, qui refuse obstinément de satisfaire les revendications des jeunes, comme celles des salarié.es et des retraité.es, multiplie la répression, les interdictions de manifester, de se rassembler, ferme les lycées en basculant les cours en distanciel, multiplie la convocation de conseils de discipline. Dans la plupart des établissements du Val-de-Marne, des lycéen.nes ont été interpellé.es voire placé.es en garde à vue ! Désormais, des CRS escortent les élèves et sont présents jusque dans les locaux des lycées.

Nous n'acceptons pas que le ministère oppose aux revendications la force et la répression !

Dans les écoles, on ne compte plus le nombre de classes non remplacées, sans enseignant.e attitré.e, le manque colossal d'AESH qui font défaut pour permettre que des milliers de notifications soient respectées,

Pour les fonctionnaires, alors que la précarisation des personnels de l'Éducation nationale se généralise et que les AESH ont des salaires indécents, **les annonces faites par le gouvernement de revaloriser le SMIC de 5 euros et d'attribuer 8 points d'indice aux agent.es les moins rémunéré.es ne répondent pas aux revendications ! Sans dégel immédiat de la valeur du point d'indice, ce sont tous.tes les fonctionnaires qui continueront à perdre du pouvoir d'achat !!**

Et c'est dans cette situation que **le gouvernement multiplie ses attaques** ! Il entend récupérer **54 milliards sur le dos des salarié.es et des fonctionnaires** ! 54 milliards qui s'ajouteraient aux 40 milliards d'économies du budget 2026 ! Alors que, dans le même temps, chaque année, il accorde 80 milliards d'exonérations aux grandes entreprises, réserve les dépenses les plus importantes aux grandes banques internationales au titre des intérêts de leur dette (70 milliards) et aux dépenses militaires et à la guerre (63 milliards dans le budget 2027) !

Nos organisations syndicales ne l'acceptent pas et tiennent à exprimer leur opposition ferme à ce projet de loi de finances 2027 ; **elles exigent son abandon immédiat** !

Face à cette offensive majeure contre les droits des travailleur.euses, des fonctionnaires, contre la Sécurité sociale, les services publics et les retraité.es, il est indispensable de construire une riposte à la hauteur de l'attaque : la grève, la grève jusqu'au retrait du plan Macron Lecornu et la satisfaction de toutes les revendications.

Plus que jamais, nos organisations syndicales réaffirment leurs revendications communes :

- **Le recrutement en masse d'enseignant·e·s** afin de pourvoir à l'ensemble des besoins pour pourvoir tous les postes et tous les remplacements dès le 1er jour d'absence., et abaisser les effectifs partout !
- **Le recrutement des 3000 AESH** qui manquent pour que toutes les notifications d'accompagnement prononcées par la MDPH 94 soient respectées ainsi que la création d'un statut de fonctionnaire d'Etat catégorie B pour ces personnels, avec un vrai salaire !
- **La création massive de postes** d'enseignant·e·s spécialisé·e·s et départs en formation pour les RASED à hauteur des besoins partout, ULIS, UE, IME… de psychologues scolaires, d'infirmier·e·s, de médecins, d'assistantes sociales.
- **Les moyens de l'éducation prioritaire à toutes les écoles dites « orphelines » et aux établissements qui les revendiquent**, le dédoublement ou l'allègement des effectifs de toutes les GS en Éducation Prioritaire.
- **La rénovation du bâti et toutes les constructions nécessaires** pour permettre que les écoles et les établissements du second degré bénéficient de l'isolation thermique, des protections solaires extérieures, de la végétalisation des cours de récréation, de la ventilation…toutes choses nécessaires pour s'adapter aux épisodes de canicule qui vont se multiplier.
- **Le retrait du plan Macron Lecornu de 54 milliards de coupes**

Elles exigent, avec leurs fédérations syndicales, le dégel immédiat du point d'indice, sa revalorisation immédiate et significative et son indexation sur l'inflation ! Elles exigent l'abrogation du jour de carence et la rémunération à 100 % des agent·es publics en congé de maladie ordinaire !

Plus que jamais l'unité et la mobilisation commune des lycéen.nes, des étudiant.es, de tous les personnels de l'Éducation nationale et des parents pour faire céder le gouvernement sur les revendications, est indispensable.

Aussi, le SNUDI-FO 94, la FSU-SNUipp 94, la CGT Educ'action 94 et Sud Educ'action 94 appellent toutes et tous les collègues **à se réunir dans leur école, pour établir leurs revendications et discuter des moyens de les faire aboutir : grève, assemblée avec les parents d'élèves, rassemblement…** et **à se mettre massivement en grève le 1er décembre, à participer au rassemblement parisien et à se réunir sur leurs écoles pour débattre des suites.**

Créteil le 26 novembre 2026

Intentions de grève à adresser à votre IEN jusqu'à samedi 28, 23h59